



SwissRespect
www.swissrespect.ch

Communiqué de presse "Swissrespect appelle à signer l'initiative fédérale "Sauvez l'or de la Suisse".

Disposant d'environ 2600 tonnes d'or à la fin des années 90, la Suisse se retrouve aujourd'hui propriétaire de 1040 tonnes. Ces positions constituent un actif important du bilan de la BNS et dès lors contribuent de manière essentielle à la stabilité de notre monnaie et au développement de notre économie.

Aujourd'hui, une partie des réserves d'or de la Suisse est placée à l'étranger, notamment à New York, Londres et Ottawa (source: BNS-20.03.1997). Ceci s'explique par le souci, à partir de 1939, de protéger cette richesse des dangers liés à la Deuxième guerre mondiale, puis à la Guerre Froide. Cette situation présente trois risques:

1) Risque financier: cet or existe-t-il toujours? Si tel ne devait pas être le cas, nous serions exposés à un risque de contrepartie évident par rapport à nos prétendus dépositaires. Comme récemment mis en évidence par des documents du FMI et de la Banque centrale autrichienne, la pratique des banques centrales de «louer» leurs réserves d'or physique à des banques d'investissement, qui à leur tour les vendaient sur le marché comptant, était courante. Ces opérations ont d'ailleurs pesé pendant un certain temps sur le cours de l'or, ce qui a finalement provoqué un déséquilibre dans la balance de l'offre et de la demande. Des rumeurs persistantes, comme par exemple les doutes quant à la couverture des ETF-or, laissent à penser que nos réserves n'existeraient plus puisqu'elles auraient servi à satisfaire la demande croissante d'or physique d'autres participants.

2) Risque politique: même si nos réserves physiques existent toujours, il n'est pas certain que notre pays soit en mesure de les récupérer. En effet, en raison du fait que cet or se situe à l'étranger, la Suisse ne dispose d'aucun contrôle sur cette richesse, ni de mesures de contrainte pour la rapatrier en cas de refus par le pays dépositaire. Ces craintes légitimes sont aussi renforcées par les difficultés que certains pays ont rencontrées lorsqu'ils ont voulu rapatrier leur or physique suite à la crise financière de 2007 qui a fortement ébranlé la confiance dans les centres financiers de New York et de Londres. De plus, les discussions actuellement en cours dans certains pays européens quant au rapatriement de leur or physique (p. ex. Allemagne, Autriche, Pays Bas) sont très instructives.

3) Risque monétaire: si les risques évoqués plus haut devaient se concrétiser, la Suisse verrait sa monnaie subir une forte dévaluation. A ce moment, la Suisse perdrait également son

très bon rating avec des conséquences très graves pour son économie et ses citoyens (par exemple chute du pouvoir d'achat).

Ce sujet sensible a déjà fait l'objet de plusieurs interrogations des parlementaires qui se sont heurtés aux réponses évasives du Conseil fédéral, à l'instar de celle reçue par le Conseiller national Paul Gunter en 2003 de la bouche de Mr Villiger: «Où exactement sont maintenant déposées ces barres d'or, je ne peux malheureusement pas vous le dire car je ne le sais pas non plus, je ne dois pas le savoir et ne veux pas le savoir». Cette situation n'est évidemment pas satisfaisante.

Dans ces conditions, l'initiative, que nous vous demandons de massivement soutenir, a pour but de déterminer si nos réserves existent toujours, où elles sont déposées et de les rapatrier en Suisse. Il en va de la stabilité et de la sécurité financière de notre pays, de notre situation financière à tous, parce que le citoyen restera toujours le payeur de dernier ressort.